2. M. Michel Maletto est à l'emploi de la Compagnie des jeunes Canadiens depuis le 5 décembre 1966. Présentement, il est un responsable de projet.

3. M. Maletto est un employé de la catégorie 3. Le salaire maximum correspondant à cette catégorie est de \$10,000 par année.

4. Non.

5. Non.

6. Non.

7. La Compagnie a pour objet d'appuyer, encourager et mettre au point des programmes tendant au progrès social, économique et communautaire, au Canada ou à l'étranger, grâce au service volontaire.

8. Les volontaires ont reçu une allocation de subsistance servant à couvrir le gîte et le couvert (le montant alloué est en fonction du coût de la vie qui n'est pas toujours le même d'une région à l'autre au Canada); une allocation personnelle de \$35.00 par mois; une allocation annuelle de \$25.00 pour l'achat de livres; et une allocation annuelle de \$100.00 pour l'achat de vêtements et d'effets personnels. Le montant total pour décembre 1968 a été de \$43,612.18.

LA BAIE DU SAINT-LAURENT (N.-É.)—
LE COURS DE MÉCANIQUE

Question n° 1089—**M. Muir (Cape Breton-The Sydneys):**

1. Le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration a-t-il reçu des lettres de pêcheurs de la région de la baie du Saint-Laurent en Nouvelle-Écosse pour l'informer qu'ils n'ont pu suivre le cours de mécanique organisé par le bureau local de la main-d'œuvre parce que tous ceux qui ont été choisis pour le cours étaient des employés d'une seule entreprise, la Victoria Co-operative Fisheries?

2. Le ministre prendra-t-il des mesures immédiates pour organiser un autre cours pour tous ceux qui n'ont pu s'inscrire au premier?

3. Cherchera-t-il à savoir pourquoi toutes les personnes inscrites au cours actuel sont de la même entreprise et pourquoi d'autres personnes n'ont pu s'inscrire et fera-t-il enquête pour répondre à l'accusation que le favoritisme a présidé au choix des candidats?

L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): 1. Une personne m'a écrit. De plus, j'ai reçu des instances verbales et j'ai discuté le problème avec les intéressés, lors d'une visite dans cette région au début de décembre 1968.

2. Avant que la question 1,089 soit posée, un nouveau cours était déjà en voie d'organisation. Il a été retardé parce que la Nouvelle-Écosse met une seule salle de classe mobile à notre disposition pour un cours de réparation de moteurs. Cependant, nous avons pu acheter des places d'élèves à un second

[L'hon. M. Pelletier.]

cours sur la réparation des filets et gréments qui a commencé le 6 janvier à Dingwall. La plupart sinon la totalité de ceux qui n'ont pas été inscrits au premier cours le sont dans celui-ci.

3. Une enquête approfondie, menée il y a quelques semaines, a établi qu'il n'y avait eu aucun favoritisme dans le choix des candidats au premier cours. Le cours ne pouvait recevoir que dix personnes à choisir parmi dix-sept candidats, de sorte qu'il a fallu avoir recours à des critères de sélection afin de choisir, parmi les candidats, ceux qui pouvaient profiter le plus de ce cours. On m'informe que les candidats ont été choisis après étude des facteurs suivants: besoin de formation, aptitude à en bénéficier, date d'inscription, état civil, charges de famille et, dans un cas, la préférence aux anciens combattants. Les dossiers démontrent que parmi les candidats non admis au premier cours, la plupart, sinon tous, avaient présenté une demande de formation quelques jours à peine avant le début de ce cours.

LES PRÊTS DE LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Question n° 1101—**M. Robinson:**

1. Quelle est la ligne de conduite du gouvernement fédéral au sujet de la récupération du non-paiement des prêts consentis par la Banque de développement industriel?

2. Une perte d'environ un demi-million par année pour ce programme est-elle considérée normale?

3. Quelles mesures le gouvernement fédéral prendra-t-il pour éviter les pertes sur les prêts consentis par la Banque de développement industriel?

4. Combien de sociétés ou de personnes ont eu une créance amortie par la Banque de développement industriel, quel est le nom de chacune de ces sociétés ou personnes, où se trouvait chacune d'elles au Canada, quel a été le montant de l'amortissement dans chaque cas et pourquoi la créance a-t-elle été amortie?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):

1. La loi sur la Banque d'expansion industrielle assigne au conseil d'administration de la banque la responsabilité de la gestion, y compris les affaires qui se rapportent à la récupération des montants dus par les débiteurs.

2. La mention des montants radiés, par année financière, est faite aux pages 28 et 29 du rapport annuel de la BEI pour l'année financière 1968.

3. Voir la réponse à la question n° 1.

4. Bien que le rapport annuel de la BEI fournisse des données globales exhaustives, relativement à ses opérations, il n'est pas établi par l'usage et il n'est pas jugé opportun de rendre publics des renseignements relatifs aux comptes individuels.